

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Chine & Mongolie

Une publication du SER de Pékin
Semaine du 16 septembre 2024

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Conjoncture : en août, la situation conjoncturelle continue à se dégrader

Immobilier : pas d'amélioration pour le secteur en août

Finances publiques : publication du rapport de la gestion de la dette publique 2023 par le Ministère des finances

Banque et finance [\(ici\)](#)

Audit : PwC reçoit une amende de 441 M RMB pour l'audit d'Evergrande

Retraites : la Chine annonce un report de l'âge légal de départ à la retraite

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relation Chine-US : publication d'un nouveau rapport du MOFCOM sur le respect des règles de l'OMC par les Etats-Unis

Relation Chine-US : annonce de sanctions chinoises à l'encontre de 9 entreprises américaines

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Batteries : CATL suspend sa production de lithium dans le Jiangxi
Cosmétiques : montée en puissance des marques nationales sur le marché chinois

Semi-conducteurs : cinquième édition du dialogue sino-néerlandais sur les contrôles export

Semi-conducteurs : spéculations sur la mise au point d'une machine de lithographie DUV par la Chine

Semi-conducteurs : ByteDance souhaiterait collaborer avec TSMC pour fabriquer ses propres puces

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Décarbonation : Publication de lignes directrices sur le calcul d'empreinte carbone des produits

Energie : la Chine vise à articuler le mécanisme de certificats d'électricité verte et le marché volontaire du carbone (CCER)

Aviation civile : CAAC et NDRC lancent un projet pilote d'utilisation de carburants d'aviation durables

Aviation civile : La Banque de développement de Chine achète 50 Boeing 737 MAX 8

Agriculture et agro-alimentaire [\(ici\)](#)

Balance commerciale : la Chine lourdement déficitaire sur les produits agricoles

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong [\(ici\)](#)

Politique monétaire : la HKMA baisse son taux directeur de 50 points de base, suite à la décision de la FED

IPO : Midea réalise la plus grande IPO de l'année

F&B : les résultats décevants persistent

Macao [\(ici\)](#)

Marché obligataire : Mise en place d'une liaison directe entre le *Central Moneymarkets Unit* de HKMA et le *Macao Central Securities Depository and Clearing Limited* de l'AMCM

Taiwan [\(ici\)](#)

Environnement : Discussions en cours sur la compatibilité de la future taxe carbone taïwanaise avec le MACF

Intelligence Artificielle : le gouvernement engagé dans la rédaction d'un projet de loi sur l'IA

Semiconducteurs : Taiwan développe sa coopération avec les pays d'Europe de l'Est

Entreprises : Gogoro a annoncé la démission de son PDG suite à des importations de composants chinois et des mauvais résultats

Mongolie [\(ici\)](#)

Fitch relève la note de défaut émetteur du pays à B+

Chine continentale

Conjoncture

Conjoncture : en août, la situation conjoncturelle continue à se dégrader

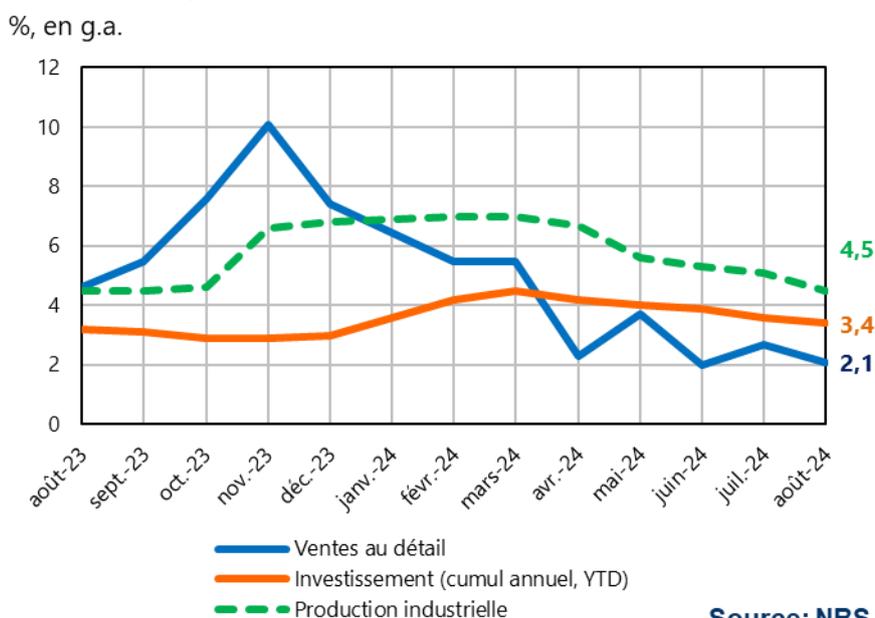
D'après les statistiques publiées samedi 14 septembre par le Bureau National de Statistiques, la situation économique chinoise se dégrade en août.

La [production industrielle](#) croîtrait de 4,5 % en g.a., enregistrant un ralentissement pour le cinquième mois consécutif.

Côté consommation, les [ventes au détail](#) atteindrait une croissance en g.a. de respectivement 2,1 % et de 3,3 % en excluant les biens automobiles (en-deçà des prévisions du consensus). Sur les 17 catégories de biens de consommation recensées, 9 sont en recul par rapport à l'année dernière ; parmi lesquels les voitures (-7,3 %), les bijoux, l'or et l'argent (-12 %), les cosmétiques (-6 %), les éléments de rénovation et de décoration (-6,7 %).

Les [investissements](#) auraient augmenté de 3,4 % en g.a pour les huit premiers mois de l'année. Les nouveaux investissements sont principalement portés par le secteur public (+ 6% en g.a.), tandis que les investissements dans le secteur privé (du fait de l'immobilier) reculent de 0,2 % en g.a. entre janvier et août.

Principaux indicateurs mensuels de conjoncture



Croissance en g.a. d'une sélection d'indicateurs tirés des ventes au détail, de la production industrielle, et des investissements

		Juin 2024	Juillet 2024	Aout 2024
Ventes au détail	Restauration	5,4 %	-0,7 %	0,4 %
	Alimentation	4,0 %	3 %	3,3 %
	Tabac & Alcool	5,2 %	-0,1 %	3,1 %
	Automobiles	-6,2 %	-4,9 %	-7,3 %
Production industrielle	Secteur manufacturier	5,5 %	4,6 %	4,3 %
	Entreprises publiques	3,0 %	3,5 %	3,6 %
	Automobile	6,8 %	4,4 %	4,5 %
	<i>Dont VEN (en unités produites)</i>	37,0 %	27,8 %	30,5 %
Investissement (g.a., cumul de janvier à date)	Secteur public	6,8 %	6,3 %	6,0 %
	Secteur privé (dont immobilier)	0,1 %	0,0 %	-0,2 %
	Immobilier	-10,1 %	-10,2 %	-10,2 %
	Secteur manufacturier	9,5 %	9,3 %	9,1 %
	<i>Dont automobile</i>	6,5 %	5,0 %	5,4 %

Par ailleurs, réagissant à la publication des chiffres d'inflation la semaine dernière (voir *Brèves de la semaine du 9 septembre*) dans un [communiqué](#), la PBoC indique porter attention au niveau des prix : « le maintien de la stabilité des prix et promouvoir une reprise modérée des prix devrait être pris en considération dans l'élaboration de la politique monétaire ».

Immobilier : pas d'amélioration pour le secteur en août

Le [secteur immobilier](#) reste le facteur principal de la faible croissance des investissements, avec une diminution de 10,2 % en g.a des investissements dans ce secteur. Les nouveaux projets immobiliers sur la période janvier-août continuent à décliner de 22,5 % par rapport à l'année dernière, les nouveaux logements achevés de 23,6 %, et les ventes de logements neufs de 23,6 %. Au total, les difficultés du secteur persistent ; les prix des logements neufs chutent de 5,3 % en g.a. en août après 4,9 % en juillet. Il s'agit de la baisse la plus importante en neuf ans.

Finances publiques : publication du rapport de la gestion de la dette publique 2023 par le Ministère des finances

Le 10 septembre, le Conseil des affaires d'Etat a soumis pour examen le [Rapport sur la gestion de la dette publique en 2023](#) lors du 3e Plénum du XVIIIe Comité central.

Fin 2023, le solde de la dette (explicite) publique chinoise était de 70 770 Mds CNY (9 000 Mds EUR) dont 42 % imputée au gouvernement central et 58 % au niveau local. Sur la base du calcul préliminaire du PIB (126 060 Mds CNY, soit 16 000 EUR), le taux d'endettement public chinois était de 56,1 % du PIB pour 2023.

La part de la dette externe n'est que de 1,1% de la dette du gouvernement centrale. En 2023, 11 140 Mds CNY d'obligations d'Etat ont été émises (1400 Mds EUR) dont 37 % (520 Mds EUR) utilisés pour combler le déficit budgétaire central et 63 % (880 Mds EUR) pour rembourser le principal et les intérêts des obligations d'Etat arrivant à échéance en 2023. Les obligations émises à l'étranger étaient de l'ordre de 55 Mds CNY (7 Mds EUR).

La dette des gouvernements locaux est répartie entre dette « générale » (39 %) et dette « spéciale » (61 %, permettant de financer les investissements). Les gouvernements locaux ont émis 9 340 Mds CNY d'obligations dont 49,9 % pour se refinancer. Les obligations liées au refinancement permettent aussi pour les gouvernements locaux de reprendre à leur bilan une partie de la dette implicite portée par les véhicules de financement (LGFV).

Le rapport indique une augmentation à venir des émissions obligataires et des échanges de bons du Trésor dans le cadre des opérations d'open market de la banque centrale. Les emprunts hors-bilan contractés par les gouvernements locaux et estimés à 60 000 Mds RMB (7 620 Mds EUR) par le FMI ne sont pas mentionnés. *Retour au sommaire [ici](#)*

Banque et finance

Audit : PwC reçoit une amende de 441 M RMB pour l'audit d'Evergrande

La principale autorité de régulation des marchés financiers chinois (CSRC) impose une amende record de 441 M RMB (55,9 M EUR) à PwC pour son rôle dans l'audit du promoteur immobilier Evergrande. Sanctionné par le

ministère des Finances, le cabinet de conseil américain doit également suspendre son activité en Chine pendant 6 mois et fermer définitivement sa branche en activité à Canton.

PwC est imposé pour avoir dissimulé les pratiques de fraudes employées par Hengda real Estate, la branche chinoise d'Evergrande. Le groupe immobilier est aujourd'hui en redressement judiciaire après avoir gonflé ses déclarations de revenu entre 2018 et 2020, couvert par PwC. Il s'agit du premier cas de sanction d'un cabinet d'audit pour des faits liés à la crise immobilière.

Retraites : la Chine annonce un report de l'âge légal de départ à la retraite

La réforme de l'âge de départ à la retraite est évoquée par les autorités depuis 2013. Elle a finalement été annoncée le 13 septembre 2024 et prévoit [les évolutions suivantes](#) :

- L'augmentation de l'âge de départ débutera à compter du 1^{er} janvier 2025, de façon progressive :
 - Pour les hommes partant à 60 ans et pour les femmes partant à 55 ans, l'âge de départ passe respectivement à 63 et 58 ans, avec augmentation d'un mois tous les quatre mois.
 - Pour les femmes partant à 50 ans, l'âge de départ passera à 55 ans au rythme d'un mois supplémentaire tous les deux mois.
- La durée minimale de cotisation passe de 15 à 20 ans, au rythme de +6 mois par année. Les personnes n'ayant pas atteint cette durée minimale pourront effectuer un paiement de la différence ou étendre leurs contributions pour commencer à bénéficier de la pension minimale.
- Une retraite anticipée reste possible, 3 ans avant l'âge de départ officiel. A l'inverse, un employé peut travailler 3 ans après l'âge officiel de départ en cas d'accord avec l'employeur.
- Les employés sont encouragés à cotiser davantage au cours de leur carrière

Cette réforme est assortie de dispositions relatives au marché de l'emploi (augmentation de la formation professionnelle, soutien à l'établissement de PME, lutte contre les discriminations, développement de l'offre de soin aux personnes âgées etc.). Elle est complétée par [des annexes explicatives](#) permettant à chacun de voir son âge de départ à la retraite, en fonction de son année de naissance. *Retour au sommaire [ici](#)*

Echanges et politique commerciale

Relation Chine-US : publication d'un nouveau rapport du MOFCOM sur le respect des règles de l'OMC par les Etats-Unis

Le 12 septembre 2024, le ministère chinois du Commerce (MOFCOM) a publié son [rapport](#) annuel sur le respect des règles de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) par les Etats-Unis. Il s'agit de la deuxième édition de ce rapport, la première ayant été publié en 2023. Dans ce rapport, le MOFCOM critique la politisation de la politique économique et commerciale américaine en qualifiant notamment les Etats-Unis d'être « *un destructeur du système commercial multilatéral* », « *un praticien de l'unilatéralisme et de l'intimidation* », « *un manipulateur de double standards* » et « *un perturbateur de la chaîne d'approvisionnement mondiale* ». Le MOFCOM souligne en particulier l'utilisation jugée abusive des mesures tarifaires par les Etats-Unis et accuse Washington d'être responsable de l'escalade commerciale avec la Chine.

Pour rappel, ce rapport des autorités chinoises fait miroir au rapport publié chaque année par le Bureau du représentant américain pour le Commerce (USTR) sur le respect des règles de l'OMC par la Chine, dont la dernière version a été publiée en février 2024.

Relation Chine-US : annonce de sanctions chinoises à l'encontre de 9 entreprises américaines

Le 18 septembre 2024, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères (Waijiaobu) a [annoncé](#) l'adoption de nouvelles désignations à l'encontre de 9 entreprises américaines accusées par Pékin d'approvisionner Taiwan en matériel militaire. Les entreprises visées par ces sanctions sont Sierra Nevada Corporation, Stick Rudder Enterprises LLC, Cubic Corporation, S3 Aerospace, TCOM Ltd Partnership, TextOre, Planate Management Group, ACT1 Federal and Exovera. Par conséquent, les avoirs de ces entreprises en Chine seront gelés et il sera désormais interdit pour toute organisation ou particulier en Chine d'effectuer des transactions avec les entreprises désignées.

Pour contexte, les autorités chinoises critiquent régulièrement les Etats-Unis pour leur soutien à Taiwan, accusant Washington d'alimenter les tensions régionales.

Retour au sommaire [ici](#)

Industrie et numérique

Batteries : CATL suspend sa production de lithium dans le Jiangxi

CATL a suspendu ses activités d'exploitation de lépidolite de lithium dans la province du Jiangxi en raison de prix inférieurs aux coûts de production. D'après un porte-parole de CATL à [Nikkei Asia](#), l'entreprise a « ajusté sa production selon la situation de l'offre et de la demande ». En effet, l'entreprise était déficitaire depuis deux mois, dans un contexte de baisse des cours mondiaux du lithium. Le [prix global du lithium](#) a diminué de 9,5% entre août et septembre. Selon [Nikkei Asia](#), cette suspension entraînera une réduction de la production de 5 000 à 6 000 tonnes par mois d'équivalent de carbonate de lithium, soit environ 8 % de la production mensuelle chinoise.

Cosmétiques : montée en puissance des marques nationales sur le marché chinois

D'après les chiffres de l'[Administration générale des douanes](#) (GACC), la Chine a importé 10,9 Mds USD de cosmétiques et produits de beauté de janvier à août 2024, soit une baisse de 10,8% en g.a, tandis que les ventes totales de cosmétiques étaient globalement stables (+0,3% en g.a. de janvier à juillet). Par ailleurs, les ventes nettes d'[Estée Lauder](#) en Chine ont connu une baisse de 2% de janvier à juin 2024 en g.a, tandis que celles de [Shiseido](#) ont chuté de 7 % sur la même période en g.a. En parallèle, les revenus d'exploitation de l'entreprise chinoise [Proya Cosmetics](#) sur le premier semestre ont augmenté de 43% en g.a. Ce mouvement s'inscrit dans une tendance de plus long terme de montée en puissance des marques chinoises : selon les chiffres d'Euromonitor International, relayés dans le [Wall Street Journal](#), parmi les 10 premières marques du marché de masse de la beauté et des soins personnels en Chine, la part des marques nationales – toujours minoritaires - est passée de 15 % en 2018 à 22 % l'année dernière.

Semi-conducteurs : cinquième édition du dialogue sino-néerlandais sur les contrôles export

Le 11 septembre 2024, le cinquième cycle du dialogue sino-néerlandais sur le contrôle des exportations s'est tenu à Suzhou, avec la présence d'officiels du Ministère chinois du Commerce (MOFCOM) et du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas. La Chine y a de nouveau exprimé sa préoccupation quant à tout nouvel alignement du gouvernement néerlandais sur les « contrôles unilatéraux » des Etats-Unis.

Semi-conducteurs : spéculations sur la mise au point d'une machine de lithographie DUV par la Chine

La Chine poursuit ses efforts pour développer des alternatives locales aux machines de lithographie principalement fabriquées par l'entreprise néerlandaise ASML, et les entreprises japonaises Canon et Nikon. Selon le « *Guiding Catalog for the Promotion and Application of Major Technical Equipment (2024 Edition)* » publié par le MIIT le 2 septembre, un nouveau modèle local de machine de lithographie par immersion à ultraviolets profonds (DUV) serait actuellement en cours de développement, nourrissant d'importants débats dans les revues chinoises spécialisées sur les semi-conducteurs. Néanmoins, des experts de [Digitimes](#) ont réfuté l'affirmation du MIIT, notant que l'entreprise chinoise SMEE avait précédemment annoncé des plans pour produire en masse des machines de lithographie par immersion à 28 nm d'ici 2023 – un objectif apparemment non tenu puisqu'à ce jour, plus d'un an plus tard, l'entreprise n'a fait aucune annonce officielle en ce sens. Ce délai souligne les défis importants qui demeurent à surmonter pour les fabricants nationaux de machines lithographiques par rayonnement ultraviolet extrême (EUV) et profond (DUV).

Semi-conducteurs : ByteDance souhaiterait collaborer avec TSMC pour fabriquer ses propres puces

Selon le média [The Information](#), ByteDance, compagnie mère de TikTok, souhaite prendre en charge le design des processeurs graphiques (puces GPU) utilisés par le groupe. Deux puces seraient ainsi en cours de design et pourraient voir le jour d'ici 2026. Ces puces – d'un degré de miniaturisation de 5 nm - seraient ensuite fabriquées par le taiwanais TSMC. Selon le cabinet [TrendForce](#), une telle coopération entre Bytedance et TSMC serait compatible avec les contrôles exports états-unien applicable aux puces GPU destinées au marché chinois.

ByteDance souhaiterait ainsi réduire sa dépendance aux puces H20 que développe Nvidia spécifiquement pour le marché chinois. Ce type de puces fait en effet l'objet d'une forte demande de la part des entreprises chinoises, désormais contraintes d'accumuler des puces moins puissantes (comme la puce H20) pour se rapprocher des performances de calcul des puces A100 et H100 de Nvidia visées par des contrôles exports. ByteDance aurait déjà passé commande de près de 200 000 puces H20 ; en résulte notamment un allongement des délais de livraisons.

Retour au sommaire [ici](#)

Développement durable, énergie et transports

Décarbonation : Publication de lignes directrices sur le calcul d'empreinte carbone des produits

L'autorité administrative chinoise sur la standardisation (SAC) a approuvé et publié [une norme nationale](#) (GB/T 24067-2024) sur le calcul de l'empreinte carbone des produits. Proposée par le ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE), la norme a vocation à banaliser et uniformiser le calcul de l'empreinte carbone des produits en fixant des lignes directrices pour l'élaboration de normes sectorielles plus précises. Elle s'inspire de la norme [ISO 14067](#) de l'Organisation Internationale de la Normalisation (ISO) sur l'empreinte carbone des produits, basée sur le principe de l'analyse de cycle de vie (ACV). La publication de cette norme a pour objectif, selon le MEE, la reconnaissance internationale des méthodes de comptabilité carbone chinoises. Le ministère indique que la norme permettrait d'éviter des obstacles aux exportations chinoises sur fondement écologique et plus positivement, le cas échéant, de mettre en avant la faible teneur en carbone des produits chinois. Selon le MEE, les secteurs de l'énergie et des matières premières sont la priorité pour la mise en place de normes de comptabilité carbone plus spécifiques car piliers des exportations chinoises. La province du Xinjiang a en ce sens déjà [établi des normes spécifiques](#) pour le calcul de l'empreinte carbone de l'aluminium et du ciment. Cette normalisation va dans le sens d'une prise en compte chinoise du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières mis en place par l'Union européenne, qui s'applique dans un premier temps sur des secteurs tels que le ciment, le fer, l'acier, l'aluminium ou encore les engrais.

Energie : la Chine vise à articuler le mécanisme de certificats d'électricité verte et le marché volontaire du carbone (CCER)

L'Administration nationale de l'énergie (NEA) et le ministère de l'Écologie et de l'Environnement (MEE) ont conjointement [publié](#) une notification officielle visant à articuler les échanges de certificats d'électricité verte (GECs) avec le marché volontaire du carbone chinois, également connu sous le nom de mécanisme CCER (*China Certified Emission Reduction*).

En août 2023, les autorités chinoises ont [confirmé](#) que le certificat vert constitue l'unique preuve de la production et de la consommation d'énergie renouvelable, normalisant ainsi l'échange de GECs. En août dernier, la NEA a publié les [règles officielles](#) encadrant la délivrance et le commerce de certificat vert. Par ailleurs, après une interruption de sept ans, le mécanisme CCER a été finalement relancé en janvier 2024 (Brèves du SER de Pékin, [semaine du 22 janvier 2024](#)).

Ainsi, cette notification définit une période de transition de deux ans, qui débutera en octobre 2024. Pendant cette période, les projets d'éolien en mer et de centrales solaires thermiques auront la possibilité de choisir entre participer au marché des GECs ou solliciter des certificats CCER, selon leur convenance. En revanche, les projets photovoltaïques et éoliens terrestres ne seront pas concernés dans l'immédiat. A noter que, pour l'instant, le CCER ne couvre que [quatre domaines](#) : projets de puits du carbone forestier, centrales solaires thermiques, parcs d'éoliens en mer et projets de création de mangroves. Selon les autorités, à l'issue de cette phase de transition, la relation entre les certificats GECs et le mécanisme CCER devrait être « davantage clarifiée ».

Aviation civile : CAAC et NDRC lancent un projet pilote d'utilisation de carburants d'aviation durables

Le 18 septembre 2024, la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC) et l'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) [ont lancé](#) à Pékin un projet pilote d'utilisation des carburants d'aviation durables (CAD). À compter du 19 septembre 2024, douze vols d'Air China, China Eastern Airlines et China Southern Airlines, au départ des aéroports de Pékin Daxing, Chengdu Shuangliu, Zhengzhou Xinzheng et Ningbo Lishe, seront alimentés en CAD. Le taux d'incorporation de CAD n'a pas été précisé.

D'après l'annonce, ce projet pilote sera réalisé en deux phases et vise à explorer plusieurs aspects de l'utilisation des CAD, notamment leur approvisionnement, la surveillance de la qualité, l'évaluation des résultats, ainsi que l'établissement de normes et de mécanismes. La première phase, qui s'étendra de septembre à décembre 2024, impliquera les compagnies Air China, China Eastern Airlines, China Southern Airlines, ainsi que les aéroports mentionnés. La seconde phase, prévue pour l'année 2025, verra une augmentation progressive du nombre de participants.

Aviation civile : La Banque de développement de Chine achète 50 Boeing 737 MAX 8

CDB Financial Leasing [a annoncé](#), le 19 septembre 2024, que sa filiale spécialisée dans la location d'avions commandera 50 Boeing 737 MAX 8, dont la livraison est prévue entre 2028 et 2031.

Cette commande de 50 appareils est la plus importante effectuée par un client chinois depuis celle de China Southern Airlines, qui avait commandé le même nombre d'appareils en 2015, selon les données disponibles sur le site de Boeing. CDB Financial Leasing avait également annoncé le 12 septembre dernier son intention d'acquérir 80 Airbus A320neo (voir les [Brèves hebdomadaires du SER de Pékin - Semaine du 09 septembre](#)).

Retour au sommaire [ici](#)

Agriculture et agroalimentaire

Balance commerciale : la Chine lourdement déficitaire sur les produits agricoles

En 2023, le déficit commercial de la Chine sur les produits agricoles était de 135 Mds USD. [En raison de l'élévation du niveau de vie et de la hausse de la consommation des ménages, les importations de la Chine en produits agricoles ont très fortement progressé depuis les deux dernières décennies.](#) De 9 Mds USD seulement en 2000, elles sont passées à 60 Mds en 2010, 160 Mds en 2020 pour s'établir à 234 Mds l'année dernière. Dans le même temps, le solde commercial agricole de la Chine s'est considérablement dégradé. Alors qu'il affichait encore un excédent de 4 Mds USD en 2000, il présentait un déficit de 1,5 Md USD en 2005, 23 Mds en 2010 et 49 Mds en 2015. Le déficit dépasse largement la barre des 100 Mds USD depuis 2021. En comparaison, l'Union européenne a affiché en 2022 un excédent de sa balance commerciale agricole de 57 Mds EUR.

Le Brésil est le premier exportateur de produits agricoles vers la Chine (44 Mds USD, dont 31 Mds de soja), devant les États-Unis (36 Mds USD), la Nouvelle-Zélande et la Thaïlande (10 Mds USD chacune). L'Union européenne exporte pour sa part 15,8 Mds EUR de produits agricoles vers la Chine.

Enfin, la France a exporté pour 3,7 Mds EUR de produits agricoles et agroalimentaires vers la Chine en 2022, dont 1,37 Md EUR de vins et spiritueux, 736 M EUR de céréales et 728 M EUR de produits laitiers. Les exportations agricoles de la France vers la Chine n'étaient que de 205 M EUR en 2004 et de 886 M EUR en 2010.

Retour au sommaire [ici](#)

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Politique monétaire : la HKMA baisse son taux directeur de 50 points de base, suite à la décision de la FED

La Hong Kong Monetary Authority (HKMA) a annoncé le 19 septembre une baisse de 50 points de base de son taux directeur (*Base Rate*) à 5,25 %, suite à la baisse des taux de la FED annoncée la veille. Du fait de l'ancrage du HKD au USD, la HKMA n'est, en effet, pas libre de sa politique monétaire et se voit contrainte de répercuter chaque décision de la FED sur son propre taux directeur, selon une [règle de calcul prédéfinie](#). Cette baisse marque la première diminution du *Base Rate* depuis 4 ans à Hong Kong et devrait y soutenir la croissance.

IPO : Midea réalise la plus grande IPO de l'année

Lors de son premier jour de cotation à la *Hong Kong Stock Exchange*, l'action de la société chinoise *Midea* a clôturé à 59,10 HKD (6,80 EUR) dépassant ainsi de 8 % son prix d'introduction de 54,80 HKD. Avec un montant levé dépassant 3,60 milliards d'euros, l'IPO de *Midea* a surpassé la valeur totale de toutes les introductions en bourse réalisées à Hong Kong depuis le début de l'année, dépassant même les estimations les plus optimistes (voir *Brèves de la Semaine du 9 septembre 2024*). Paul FANG, directeur général de l'entreprise d'électroménager, a qualifié cette IPO d' « étape stratégique dans la mondialisation de l'entreprise ». *Midea*, déjà coté à Shenzhen, avait défrayé la chronique en 2016 en rachetant le fabricant allemand de robots *Kuka*. Le succès de cette IPO est important pour le marché financier hongkongais, cherchant à réaffirmer son rôle de *super-connector* pour les entreprises chinoises.

Retour au sommaire [ici](#)

Macao

Marché obligataire : Mise en place d'une liaison directe entre le *Central Moneymarkets Unit* de HKMA et le *Macao Central Securities Depository and Clearing Limited* de l'AMCM

L'autorité monétaire de Hong Kong (HKMA) et l'Autorité monétaire de Macao (AMCM) ont annoncé, le 16 septembre 2024, la mise en place d'une liaison directe entre le *Central Moneymarkets Unit* (CMU) de la HKMA et le *Central securities depository* (CSD) de *Macao Central Securities Depository and Clearing Limited* (MCSD), filiale de l'AMCM. Cet accord permettra aux investisseurs de chaque SAR de régler et détenir des obligations déposées

dans l'un ou l'autre système. La date de lancement officielle et les détails opérationnels seront communiqués prochainement.

Selon M. Eddie YUE, Directeur général de la HKMA, cette initiative renforcera la position de Hong Kong en tant que hub financier international et positionnera la CMU en tant que dépositaire central de titres international en Asie. M. Benjamin CHAN, Président de l'AMCM, a souligné que le développement du marché obligataire est crucial pour la stratégie de Macao en matière de diversification économique. La liaison avec l'infrastructure du marché obligataire de Hong Kong consolide la position de Macao en tant que passerelle entre la Chine et les pays lusophones.

Selon les données de *Bloomberg*, le marché obligataire de Macao est évalué à 22 Mds USD, tandis que le marché de Hong Kong atteint 421 Mds USD.

Retour au sommaire [ici](#)

Taiwan

Environnement : Discussions en cours sur la compatibilité de la future taxe carbone taïwanaise avec le MACF

Dans le cadre de la visite du Ministre de l'Environnement Peng Chi-Ming en Europe du 10 au 15 septembre, l'UE aurait confirmé une [réduction des droits de douane du Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières](#) dès lors que la taxe carbone de Taïwan poursuivrait les mêmes objectifs. En effet, l'UE mettra en place dès 2026 le MACF, qui permettra d'imposer une taxe carbone sur certains produits importés de pays tiers. Ce dispositif impactera particulièrement les industries taïwanaises du fer, de l'acier, de l'aluminium et des fixations métalliques. Pour rappel, les autorités taïwanaises se sont engagées à atteindre l'objectif de net zéro en 2050 : elles ont donc annoncé début septembre 2024 des [tarifs préliminaires pour la redevance carbone](#) dans le cadre de la décarbonation industrielle de Taïwan. Cette taxe devrait concerner à partir de 2026 550 entreprises dont les émissions annuelles de carbone sont supérieures à 25 000 tonnes de CO2.

Intelligence Artificielle : le gouvernement engagé dans la rédaction d'un projet de loi sur l'IA

Le Conseil National des Sciences et de la Technologie (NSTC) a annoncé un [projet de loi sur l'IA](#), quatre ans après la publication de lignes directrices concernant la recherche et le développement de l'IA par le Ministère du Numérique. Ce projet de loi s'inscrit dans un contexte de vigilance croissante sur les risques posés par l'IA, notamment en ce qui concerne les droits humains fondamentaux. Il vise à [encadrer l'utilisation et la fiabilité de l'IA](#) tout en mettant l'accent sur la gestion des risques, en particulier la menace de désinformation. Ce projet soulève néanmoins certaines inquiétudes, notamment en ce qui concerne la protection des données personnelles.

Semiconducteurs : Taiwan développe sa coopération avec les pays d'Europe de l'Est

Taiwan et la République Tchèque inaugureront le Centre de Recherche sur la Conception de Puces Avancées en octobre 2024. Taiwan a en effet lancé l'année dernière un programme de collaboration afin de développer son [partenariat avec la République Tchèque](#). Dans le cadre de ce programme, l'ACDRC a été créé afin de permettre à la République Tchèque de mettre en place une capacité de production de semiconducteurs, basée sur la technologie taïwanaise. Ce centre aidera également les entreprises taïwanaises de semiconducteurs à se connecter aux chaînes d'approvisionnement en Europe.

Le MOEA a également annoncé sa coopération avec le gouvernement slovaque dans le secteur des semiconducteurs, en particulier grâce à la

construction d'un laboratoire pour les modules d'alimentation des véhicules et le développement de semiconducteurs au nitrure de gallium. Taiwan a aussi renforcé son partenariat avec la Lituanie à travers la construction conjointe d'un centre de conception de semiconducteurs, une usine de wafers de 200 mm et une usine d'assemblage. Une telle stratégie devrait permettre à l'industrie des semiconducteurs de disposer d'un écosystème en Europe de l'Est autour de la première usine européenne de TSMC localisée à Dresde en Allemagne.

Entreprises : Gogoro a annoncé la démission de son PDG suite à des importations de composants chinois et des mauvais résultats

Fondée en 2011, Gogoro, le plus grand fabricant de scooters électriques à Taiwan, est rapidement devenue une entreprise [incontournable dans ce secteur](#), notamment grâce au système d'échange de batteries qui a séduit de nombreux utilisateurs. Depuis plusieurs semaines cependant, l'entreprise se trouve dans la tourmente suite à des accusations de fraude parues dans les médias : en effet, [Gogoro aurait utilisé des composants importés de Chine](#) pour fabriquer ses produits à moindre coût tout en bénéficiant des subventions gouvernementales qui proposent des aides aux entreprises utilisant des composants produits localement. L'entreprise aurait ainsi reçu plus de 18,8 MUSD en falsifiant les rapports sur l'origine des composants utilisés dans la fabrication. S'ajoutent à ces allégations de fraude aux subventions des performances financières décevantes : les pertes sont passées de 5,6 MUSD l'année précédente à 20,1 MUSD cette année.

Retour au sommaire [ici](#)

Mongolie

Fitch relève la note de défaut émetteur du pays à B+

Fitch Ratings a relevé la note de défaut émetteur à long terme en devises étrangères de la Mongolie de 'B' à 'B+', avec une perspective stable. Cette amélioration reflète la réduction des dettes publiques et externes, soutenue par la forte performance du secteur minier. La croissance économique devrait atteindre environ 6% entre 2024 et 2026, tirée par l'expansion des mines de charbon et de cuivre. Le budget gouvernemental devrait être équilibré en 2024, avec des déficits modérés par la suite. La dette gouvernementale devrait se stabiliser à environ 44% du PIB, et les réserves de change ont été renforcées. Cependant, la Mongolie reste vulnérable aux conditions externes et dépendante des matières premières.

Retour au sommaire [ici](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Pékin

christian.gianella@dgtresor.gouv.fr, hannah.fatton@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pékin

Abonnez-vous : arthur.quinquenet@dgtresor.gouv.fr